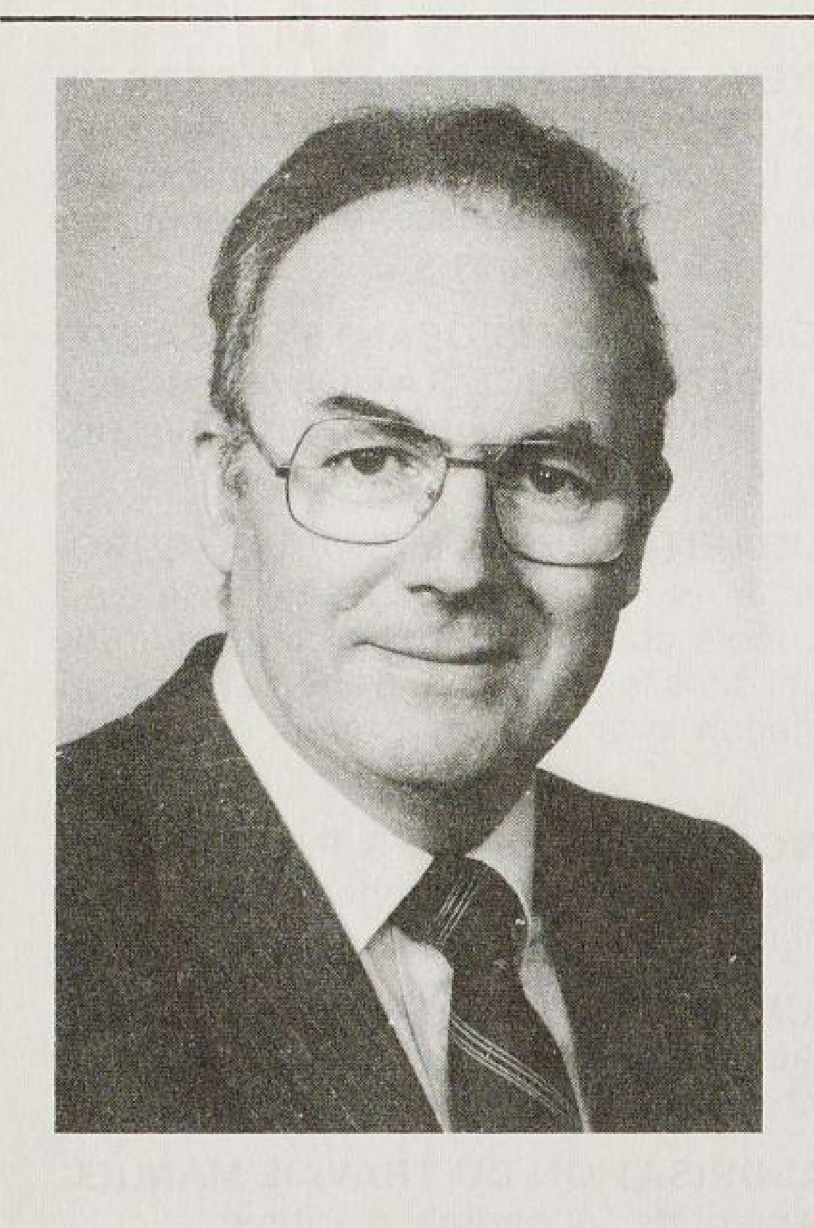
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1981 - 3e Circonscription du Finistère

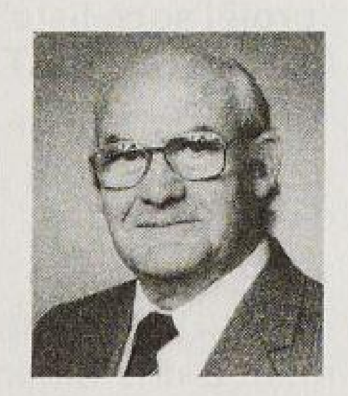


Louis GOASDUFF

DÉPUTÉ SORTANT

Candidat de l'Union pour une Nouvelle Majorité
investi par le R.P.R. et soutenu par l'U.D.F.

Remplaçant :



Jean CHAPALAIN

Conseiller Municipal de Landerneau

Électrices, Électeurs,

En mars 1978, la confiance que vous m'avez largement exprimée m'a engagé résolument aux côtés des élus de la majorité à défendre vos intérêts et ceux de la France, au moment où la crise économique nous mettait durement à l'épreuve.

Mes actions et mes interventions, au profit de toutes les catégories sociales et professionnelles, sans aucune discrimination d'opinion, n'ont pas été sans résultats, loin s'en faut :

- de la loi d'orientation agricole aux multiples problèmes des ouvriers et employés,
- des problèmes du commerce et de l'artisanat au marasme des marchés agricoles,
- des questions d'urbanisme aux difficultés des jeunes à la recherche d'un emploi,
- du régime des retraites à la situation des handicapés,

j'ai porté et plaidé vos dossiers avec toute mon énergie.

Si une politique économique trop rigoureuse et trop technocratique a déçu les électeurs et contribué à porter à la tête de l'État, un Président socialiste, **LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS N'A PAS POUR AUTANT CHOISI LE COLLECTIVISME** ou un quelconque changement de société ; elle espère **une nouvelle politique de croissance, une autre manière de gouverner, davantage ouverte au dialogue avec les élus,** et à la participation dans tout ce qui touche la vie quotidienne, veillant davantage à la défense des productions françaises, afin de préserver l'emploi dans l'industrie et l'artisanat et d'améliorer le revenu des agriculteurs.

Faute d'avoir modifié sa politique, le pouvoir courait à l'échec. Ne fallait-il pas qu'une part importante de l'électorat trouve, en dehors du parti socialiste, un moyen d'exprimer sa volonté de changement ?

La candidature de Jacques CHIRAC répondait à cette attente.

Le 10 mai, en donnant sans réticence ma voix à Valéry Giscard d'Estaing, qui décidait, dans sa campagne pour le deuxième tour, de faire siennes les propositions de Jacques CHIRAC, j'ai estimé que mon devoir était de défendre avec les institutions de la Ve République, une Société de Liberté contre les propositions de François MITTERRAND qui contiennent en filigrane une prise en charge étouffante de l'individu par un État bureaucratique.

Ne nous berçons pas d'illusions : le Gouvernement MAUROIS, c'est l'écran de fumée derrière lequel le parti socialiste dissimule ses alliances avec les communistes et son projet politique authentique. Ce projet que le nouveau Président appliquera rapidement et intégralement, s'il venait à obtenir une majorité parlementaire socialo-communiste, projet qui s'inscrit dans le prolongement du programme commun de 1972.

De l'école à la presse, de l'entreprise à la commune, de la campagne à la ville, tout passerait par l'extension du secteur public et la planification, c'est-à-dire l'invasion de la bureaucratie dans la vie quotidienne, et la disparition progressive des libertés au profit de l'État.

De 1972 à 1981, du programme commun au "projet socialiste", rien n'a changé, LA MÊME IDÉOLOGIE TOTALITAIRE EST A L'ŒUVRE :

- Nationaliser les banques et les moyens de production, revient à supprimer la liberté d'entreprendre.

- Créer des offices fonciers chargés de répartir et d'utiliser le sol, c'est aller progressivement à une diminution de l'exploitation familiale.

- Arrêter le programme électro-nucléaire, c'est encore aggraver notre dépendance énergétique.

- Supprimer la liberté de l'enseignement.

- Créer un système communautaire de santé, c'est aller vers la suppression de la médecine libérale.

- Augmenter massivement le nombre de fonctionnaires, c'est pour mieux contraindre l'individu à passer sous les "fourches caudines" de l'État.

Arrêtons là cette liste qui serait trop longue! Comment pourrait-on admettre qu'un tel programme puisse assurer une relance de notre économie, une monnaie forte, un emploi pour tous et un peu plus de liberté pour chacun, **alors que nous voyons l'exemple des municipalités tenues par les socialistes et les communistes, incapables de s'accorder sur l'essentiel et arrivant à grand peine à achever les projets décidés par leurs prédécesseurs.**

Au projet socialo-communiste, nous opposons :

— **LES MOYENS CONCRETS POUR LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL** qui sont, entre autres, l'investissement productif, la liberté et la responsabilité des entreprises, la réduction des interventions bureaucratiques ;

— **LA VOLONTÉ INTRANSIGEANTE DE SAUVEGARDER L'INDÉPENDANCE NATIONALE** grâce à une défense forte, une économie puissante, une politique énergétique courageuse et novatrice ;

— **LA SOLIDARITÉ AVEC LES PAYS EUROPÉENS,** avec le retour aux principes de base de la politique agricole commune et l'harmonisation du progrès social dans le respect du traité de Rome qui fixe, d'une façon précise, des protections douanières ;

— **L'ALLIANCE AVEC LES PAYS PAUVRES** que nous devons aider dans leur marche difficile vers le développement ;

— **L'INSTAURATION D'UN VÉRITABLE DIALOGUE SOCIAL** par une augmentation RÉELLE du pouvoir d'achat des plus défavorisés ;

— **LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL,** le développement de l'économie maritime ;

— **LA CONCERTATION** dans tous les domaines où elle est nécessaire : famille, P.M.E., salariés, travailleurs indépendants, agriculteurs ;

— **LA REFONTE DE NOTRE SYSTÈME FISCAL :** certains impôts sont économiquement absurdes, d'autres socialement inéquitables ;

— **LA VRAIE RÉGIONALISATION** aboutissant à une large redistribution des pouvoirs de la puissance publique au profit des régions, des départements et des communes ;

— **LA POLITIQUE FAMILIALE** beaucoup plus ambitieuse avec un nouvel effort de solidarité, en particulier en faveur des femmes souhaitant rester au foyer pour élever leurs enfants ;

— **LE PLURALISME,** sans lequel la démocratie n'est qu'un vain mot.



Le pluralisme, à l'opposé de la doctrine socialiste, est la possibilité de :
CHOISIR son travail, son journal, son syndicat, son médecin, l'école de ses enfants sans pénalisation financière, etc... et ainsi de CHOISIR SA VIE.

Voilà donc, Électrices, Électeurs, les propositions pour une Nouvelle Majorité qui s'adressent aux Françaises et aux Français qui souhaitent un changement de Politique, mais qui refusent un changement de Société.

Je vous appelle à m'apporter largement vos suffrages pour sauvegarder cette Société de liberté et de responsabilité à laquelle vous êtes attachés.

Vous tous qui refusez la société collectiviste que nous promettent les socialistes et leurs alliés communistes

NE VOUS ABSTENEZ PAS, VOTEZ

Louis GOASDUFF

vu, le candidat

CLOITRE IMPRIMEURS - LANDERNEAU